

n'imagine pas que je veuille y échapper: qu'il ne pense pas que je redoute jamais de faire face, soit à lui, soit à tout autre, sur une telle question. Je somme le noble Lord de préciser les dates et circonstances, d'indiquer l'époque à laquelle les ministres de Sa Majesté ont négligé de saisir et de mettre à profit une occasion favorable qui promet de conduire à une paix sûre et honorable. Loin qu'on puisse faire un semblable reproche aux ministres, s'ils méritent quelque blâme, comme l'a fort bien observé mon noble ami, c'est pour s'être trop mis en avant et avoir trop fait connoître combien ils désiroient la paix. Les faits sont connus; les documens existent; ils feront voir si l'accusation qu'a portée le noble Lord a quelque fondement. Mais certes, jamais occasion ne fut moins favorable que celle-ci pour reproduire de telles questions. Il a été un temps, à la vérité, où la France s'est vue au milieu de ses succès, en position de dicter la loi à ceux qui lui demandoient la paix. Il y a eu des momens où il a été jugé nécessaire d'abandonner l'Europe, parce que l'Europe s'abandonnoit elle-même. Il y a eu des époques, où il étoit impossible de s'opposer aux progrès de la France, avec vigueur et succès, parce qu'il étoit impossible de faire ouvrir les yeux, à